

République de Guinée
Travail –Justice-Solidarité

ASSOCIATION GUINEENNE DES EVALUATEURS (AGEVAL)

**RAPPORT DE MISSION AU FORUM REGIONAL SUR L'ANALYSE D'IMPACTS
EN AFRIQUE : PRATIQUES ET AIDE A LA PRISE DE DECISION : COTONOU DU
11 AU 13 OCTOBRE 2010.**

Rapporteurs:

Lanciné Condé
Mamadou Camara
Néné Mariama Baldé

Conakry, octobre 2010

Introduction : Du 9 au 15 octobre 2010, une mission composée de Messieurs Mamadou CAMARA, membre de l'AGEVAL et responsable de la Cellule Technique Suivi Evaluation au Secrétariat Permanent Stratégie de Réduction de la Pauvreté, Lanciné CONDE, Assistant Technique au Projet ASRP-Labé et, Madame Néné Mariame BALDE, également membre de l'AGEVAL et membre du groupe thématique suivi-évaluation de la SRP, s'est rendue à Cotonou (Benin) en vue de participer au ***Forum régional sur l'analyse d'impacts en Afrique : pratiques et aide à la prise de décision.***

Ce forum a été organisé par le Ministère chargé du Développement et de la Prospective du Bénin à travers l'Observatoire du Changement Social (OCS), avec l'appui technique et financier des partenaires de la Corbeille Commune, notamment la République d'Allemagne à travers la GTZ, la Royaume de Danemark à travers DANIDA et la République de Suisse à travers la Coopération Suisse. Il a connu la participation d'universitaires, de représentants de la Société Civile, du Secteur Privé, des cadres de l'Administration Publique, des représentants des partenaires techniques et financiers, des Réseaux de chercheurs et d'organisations internationales venus de plusieurs pays (Argentine, Canada, Sénégal, Burkina-Faso, Belgique, Mali, Bénin, Malawi, Zambie, France, Allemagne...), soit au total, près d'une centaine de personnes.

1. Objectifs du Forum

Le forum avait pour objectifs :

- sensibiliser les principaux intervenants au niveau décisionnel, l'Administration Publique, la Société Civile, le Secteur Privé, les chercheurs, les consultants et les partenaires au développement sur la nécessité de la conception de politiques, projets et programmes de développement fondée sur des analyses d'impacts ;
- créer une plateforme pour présenter et échanger, sur les leçons apprises des différentes initiatives de l'analyse d'impacts de politiques, projets et programmes sur le terrain ;
- rechercher de nouveaux partenariats pour une plus grande collaboration et la création de synergies plus fortes.

2. Déroulement du Forum

Présidé par le Directeur de Cabinet du Ministère de la Prospective, du Développement et de l'Evaluation des Politiques Publiques (MPDEPP), la cérémonie d'ouverture a connu les successivement le discours de bienvenue de Madame la Coordinatrice de l'Observatoire du Changement Social (OCS), des allocutions de ses excellences Messieurs l'Ambassadeurs de la République Fédérale d'Allemagne et du Royaume du Danemark et le Représentant de la République helvétique de la Suisse.

Après la cérémonie d'ouverture, trois communications ont été présentées pour susciter un débat général de la plénière. Ces différentes communications ont insisté sur la nécessité de l'utilisation de l'analyse d'impact comme instrument de gestion du processus de développement et de la gouvernance et sur quelques aspects techniques de l'analyse d'impacts. A l'issue de cette session introductive, les participants ont véritablement abordé les thématiques du forum avec des communications pour lancer les réflexions et les échanges.

Les travaux ont été organisés autour des centres d'intérêt ci-après : (i) l'utilisation des méthodes qualitatives avec une forte approche participative dans les analyses d'impacts, (ii) les expériences d'analyses d'impacts dans les pays africains, (iii) les outils et méthodes d'analyse d'impact, (iv) l'utilisation des résultats basés sur l'analyse d'impact dans le processus de prise de décision et (v) le développement des capacités.

En ce qui concerne l'utilisation des méthodes qualitatives avec une forte approche participative dans les analyses d'impacts : Les participants ont relevé que :

- l'intégration des résultats issus de ces méthodes aux politiques de développement au niveau national n'est pas garantie,
- et l'agrégation des préoccupations de différentes communautés peut s'avérer très délicate.

S'agissant des expériences d'analyses d'impacts dans les pays africains et des outils et méthodes d'analyse d'impact :

- Les expériences présentées sont celles du Kenya, du Cameroun, du Ghana, du Mali, du Bénin et du Sénégal. Les participants ont insisté à ce niveau sur la nécessité de combiner les méthodes quantitatives et qualitatives pour des analyses d'impacts complètes et holistiques.

Au sujet de l'utilisation des résultats basés sur l'analyse d'impact dans le processus de prise de décision :

- Les expériences du Sénégal, du Mexique, du Chili et de la Namibie, en matière d'institutionnalisation de l'analyse d'impact et d'utilisation des résultats d'analyse d'impact pour la prise de décision ont été partagées avec les participants à travers deux exposés. A l'issue des échanges sur cette thématique, les participants ont retenu qu'il n'y a pas de modèle type pour l'institutionnalisation de l'analyse d'impact et que toute institutionnalisation doit tenir compte des spécificités et du contexte de chaque pays,

Cependant, il faut veiller à associer toutes les parties prenantes dans le processus d'institutionnalisation. De même, l'institutionnalisation doit aller de pair avec le renforcement des capacités et des systèmes existants de collecte et d'analyse des données. Les facteurs favorisant l'utilisation des résultats d'analyse d'impact dans le processus décisionnel sont la compréhension de l'analyse d'impact par les décideurs et leur implication dans les évaluations d'impact.

Par rapport au développement des capacités:

- Les participants ont réaffirmé le caractère crucial du développement des capacités pour l'institutionnalisation de l'analyse d'impact et son ancrage dans la gestion du développement. Le renforcement des capacités doit concerner aussi bien les capacités techniques des cadres et acteurs de l'analyse d'impact, le renforcement organisationnel des structures impliquées dans le suivi-évaluation de la pauvreté et la gestion du développement que les appuis financiers et matériels et doit se faire aux niveaux central,

sectoriel et local. Dans ce cadre, il est nécessaire d'élaborer un plan de renforcement des capacités à partir d'un diagnostic clair sur les capacités existantes.

A l'issue de ces trois jours de réflexions et de travaux, les principales conclusions du Forum ont été de:

- sensibiliser les pouvoirs publics à l'utilité de l'analyse d'impact pour hisser l'analyse d'impact au rang de priorité et faciliter la mise à disposition de ressources pour les analyses d'impacts ;
- créer des réseaux d'échanges et cadres de concertation sur l'analyse d'impact aussi bien au niveau national qu'au niveau régional et fusionner les réseaux en un réseau africain institutionnaliser à travers un Observatoire Africain du Changement social ;
- élaborer et vulgariser des normes universitaires pour l'évaluation d'impact ;
- renforcer la collaboration entre les réseaux de recherche et les structures de l'administration publique ;
- créer des partenariats entre les structures d'analyse d'impact et les organismes spécialisés dans le renforcement des capacités en analyse d'impact ;
- améliorer la coordination des compétences et structures au niveau national intervenant dans l'analyse d'impact et renforcer leurs capacités sur la base d'un programme de renforcement clair;
- veiller à intégrer les résultats issus des méthodes d'analyse d'impact participatives aux politiques de développement au niveau national ;
- combiner les méthodes quantitatives et qualitatives pour des analyses d'impacts complètes et holistiques.

3. Leçons tirées du FORUM

Les trois jours du Forum ont permis de mettre à nu la problématique de l'évaluation d'impacts en Afrique au sud du Sahara. En effet, à part de quelques pays comme le Bénin, le Sénégal, le Mali, le Kenya et le Ghana, les autres pays africains n'utilisent pas cet outil précieux et ne disposent même pas un cadre institutionnel en matière d'évaluation d'impacts.

Il a permis également de cerner les méthodes d'évaluations (quantitatives et qualitatives) et les principaux instruments utilisés pour chaque méthode. Ainsi, pour l'évaluation quantitative, les principaux instruments utilisés sont : (i) le Modèle d'Equilibre Général Calculable (MEGC), la Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) ; et la Méthode de dominance, PAMS.

S'agissant de la méthode qualitative, les principaux instruments sont : (i) Poverty Impact Analys (PIA), (ii) Poverty Simultor Impact Analysis, et (iii) SLIP.

Le Forum a permis de s'en convaincre davantage les progrès réalisés par le Bénin en matière de suivi de la SRP à travers l'Observatoire du Changement Social qui travaille de concert avec Cellule chargée de la Stratégie de Croissance pour la Réduction de Pauvreté (SCRCP). Il est important de souligner que compte tenu du changement qui prévaut en Guinée, la nécessité de créer une telle structure pour appuyer les nouvelles autorités dans leurs prises de décision s'impose.

La volonté politique des autorités lensoises de faire l'analyse d'impact un véritable outil de développement. Cette volonté de matérialise par la création d'un Ministère en charge de la prospective et de l'évaluation de la politique publique.

4. Recommandations

Compte tenu de l'importance de l'analyse d'impacts dans l'amélioration de la prise de décision aussi bien pour le gouvernement que pour les partenaires au développement et des résultats que le Bénin vient de réaliser depuis la création de l'Observatoire du Changement Social (OCS), la mission recommande :

Pour le gouvernement

- ✓ Institutionnaliser des structures chargées de l'évaluation d'impact ;
- ✓ Créer un observatoire dénommé Observatoire National du Changement Economique et Social (ONaCES);
- ✓ Former les cadres en charge du suivi et évaluation en évaluation d'impact ;
- ✓ Réviser la Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) de 1996 ;
- ✓ Organiser l'évaluation d'impact des politiques et programmes de développement

Pour la GTZ :

- ✓ appuyer la création De l'Observatoire National du Changement Economique et Social (ONaCES) ;
- ✓ appuyer la formation des membres de l'AGEVAL pour l'utilisation des instruments d'impacts comme le Modèle d'Equilibre Général Calculable, le PIA, le PSIA etc ;
- ✓ Appuyer l'organisation d'un atelier de restitution des conclusions du Forum de Cotonou en faveur des membres de l'AGEVAL;
- ✓ Appuyer la réalisation d'une étude d'impact des projets et programmes évoluant dans la région administrative de Labé ;

Pour l'AGEVAL

- ✓ Elaborer des projets de termes de référence en matière d'évaluation d'impacts des politiques et réformes publiques (minier, agricole, éducation, santé, pêche, etc.) ;
- ✓ Initier des voyages d'échanges d'expériences au Sénégal par exemple en matière d'études d'impact notamment sur le PIA.